

## Le secteur énergétique chinois : du processus décisionnel à la stratégie

La Chine est aujourd'hui la quatrième et la plus dynamique économie du monde avec une croissance de près de 10 % par an. Elle détient les premières réserves internationales de changes, soit près de 2,132 milliards de dollars (avril 2009) et son rôle sur la scène internationale ne cesse de s'intensifier. Dans un marché mondial de l'énergie de plus en plus « serré », il apparaît clairement que cette montée en puissance aura de grandes répercussions régionales et internationales à mesure que les considérations énergétiques seront la priorité de la politique nationale et étrangère chinoise.

Cet article porte d'abord sur le processus décisionnel chinois concernant l'énergie, puis sur la stratégie énergétique chinoise, avec pour objectif de montrer que le secteur énergétique chinois est « fragmenté » et qu'en conséquence, en raison des multiples problèmes inhérents à sa structure bureaucratique (manque de coordination, problème d'application cohérente des politiques, etc.), l'État central procède à une restructuration de cet appareil dans le domaine de l'énergie.

### Dynamique interne du processus décisionnel

Pour expliquer le processus d'élaboration de la stratégie énergétique et les politiques concernant l'énergie, nous utilisons l'approche théorique de l'autoritarisme fragmenté.

Cette dernière permet d'expliquer les processus internes de prise de décision et de mise en oeuvre de politiques dans le secteur énergétique. Elle stipule que la fragmentation de l'autorité a des conséquences opérationnelles sur le processus d'élaboration et d'application des politiques<sup>1</sup>. La structure bureaucratique fragmentée et disjointe promeut un système, basé sur des processus de

négociations informels diffus entre les multiples paliers bureaucratiques concernés, dans lequel la recherche de consensus et la mobilisation de soutiens politiques sont des plus importantes. Ces processus sont compris ici comme des négociations entre deux instances bureaucratiques (inférieure supérieure) concernant le contenu et l'application des politiques en provenance du palier supérieur. La négociation repose sur l'échange de ressources monétaires (allocations fiscales) ou politiques en échange de soutiens. S'objective ainsi la construction d'une chaîne décisionnelle inter-bureaucratique. En Chine, la mise en oeuvre et la supervision de l'application des politiques sont deux des plus grands problèmes du processus d'élaboration de politique. Ces problèmes mènent à des tensions et à des processus de négociations entre les divers paliers gouvernementaux pour tenter de créer un consensus. Ces négociations jouent un rôle crucial dans la compréhension de la stratégie énergétique chinoise et dans celle des résultats du processus décisionnel.

Cette approche est la plus apte à expliquer le processus d'élaboration et d'application de politiques dans le secteur énergétique. Elle permet aussi d'approfondir l'analyse et aide à entrevoir les comportements bureaucratiques futurs dans le secteur énergétique chinois.

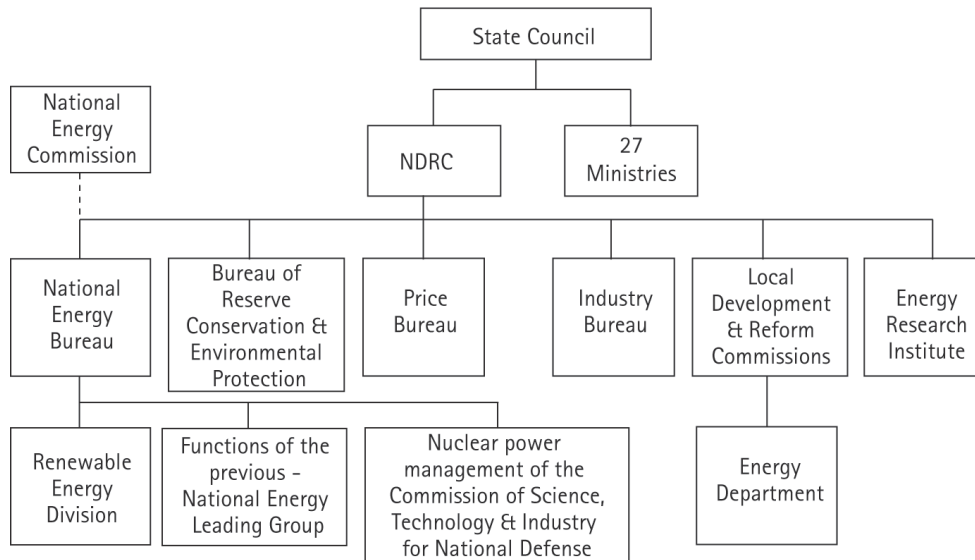
### Bureaucratie de l'énergie : acteurs et processus

NDRC, NEB et NEC : la bureaucratie formelle

Dès le début 2008, de nombreuses négociations sur de nouvelles réformes institutionnelles de

## Le secteur énergétique chinois : du processus décisionnel à la stratégie

Organigramme bureaucratique du secteur énergétique chinois



Sources : Cet organigramme est une adaptation de celui conçu par International Crisis Group. *China's Thirst for Oil*, Brussels, Asia Report.

l'appareil bureaucratique furent enclenchées, avec pour but de créer un département d'État sur l'énergie (SED)<sup>2</sup>. Cependant, des pressions internes, ainsi que des conflits bureaucratiques, ont causé la dissolution de ce projet. En mars 2008, le Conseil d'État annonça la création de deux nouvelles instances bureaucratiques, nées de deux compromis, la création immédiate du bureau national de l'énergie (NEB) et la création éventuelle de la commission nationale de l'énergie (NEC).

Le nouveau bureau de l'énergie fut placé directement sous la responsabilité de la commission nationale du développement et de la réforme (NDRC), sous la direction de Zhang Ping (张平), chef d'orchestre bureaucratique en matière d'élaboration et de coordination des stratégies nationales. Le NEB remplaça le groupe pilote étatique de l'énergie (SELG), alors sous la direction de Wen Jiabao, prenant ainsi le relais administratif sur un secteur stratégique en grand manque de coordination. Le NEB, bien que dépendant hiérarchiquement de la NDRC, doit se rapporter, de par la nature stratégique du secteur énergétique, directement au Conseil d'État, ce qui cause de nombreux problèmes concernant

l'organisation de l'appareil bureaucratique lié à ce secteur. Autrement dit, l'État central contrôle de façon stricte le secteur énergétique : les politiques et stratégies sont élaborées par Beijing, mises ensuite en place par la NDRC, par l'entremise du NEB.

Le NEB, sous la direction de Zhang Guobao (张国宝), s'occupe de l'administration quotidienne du secteur énergétique chinois. Il est responsable de la mise en œuvre des politiques touchant à l'énergie ainsi que de la supervision et de l'organisation du secteur énergétique. Il a hérité des fonctions du bureau précédent, de la gestion de l'énergie nucléaire (anciennement attribuée à la Commission de l'industrie, de la technologie et de la science) et de la supervision du secteur des énergies renouvelables. Cependant, le NEB ne possède que peu d'autorité pour encadrer les nombreux acteurs opérant dans le secteur énergétique chinois (les NOC par exemple) et manque de spécialistes dans plusieurs domaines pour remplir son mandat. De plus, malgré la création de ce nouveau bureau, les mécanismes permettant de coordonner l'application efficace de la stratégie énergétique nationale ainsi que les politiques émanant du centre administratif font

encore défaut. En conséquence, les résultats du bureau sont décrits comme étant « médiocres » et le secteur énergétique chinois est toujours aussi « désordonné ». En effet, plusieurs organes bureaucratiques, liés à l'énergie, ne sont pas sous la juridiction du NEB, rendant ainsi l'application de politiques nationales problématique. Ainsi, en dépit de sa création, le NEB ne parvient pas à organiser le secteur énergétique en raison de son caractère fragmenté et de sa faible position administrative. Pour l'heure, le NEB prépare des recommandations pour l'élaboration de nouvelles politiques et de stratégies énergétiques en vue de la période *Shierwu* (十二五), soit le début du douzième plan quinquennal (2010-2015).

Depuis la mi-décembre 2009, à l'aube de la période *Shierwu*, la NEC semble prendre une importance nouvelle : sa création prochaine donne lieu à de nombreux préparatifs. La NEC n'aura formellement aucun pouvoir juridique ni législatif en ce qui concerne le processus de prise de décision. Elle jouera cependant un rôle plus qu'important dans la mise en œuvre, la surveillance, l'organisation et la coordination du secteur énergétique chinois. La NEC pourra faire des recommandations au Conseil d'État lors du processus de prise de décision. Malgré sa faible prépotence juridico-politique, elle deviendra la plus haute instance administrative concernant le secteur énergétique chinois. Sa création résulte de l'inefficacité, de la mauvaise application des politiques et du manque de considération environnementale du NEB ainsi que de la structure d'un secteur stratégique encore beaucoup trop fragmenté. Beijing voit dans cette fragmentation une source potentielle de problèmes concernant l'application des réglementations, les approvisionnements énergétiques (tant en provenance de l'interne que de l'externe) et donc la stabilité sociale. La NEC aura comme principales fonctions de formuler les stratégies nationales en matière de développement énergétique, de mettre en place des mécanismes administratifs dans le but d'accentuer la coordination du secteur et de surveiller l'application des réglementations formulées par le centre. Elle emploiera également

des experts en énergie pour renforcer sa fonction consultative et étendre aussi les capacités du NEB. Enfin, la création de la NEC démontre bien le besoin d'un nouveau cadre de réglementation dans le secteur énergétique, d'une administration unifiée ainsi que d'un renforcement de la supervision et de l'application de mesures régulatrices (renforcer l'entretien et la mise à jour des infrastructures) ainsi que des normes (nouvelles normes de construction de bâtiments) régissant le secteur énergétique.

### NOC et résistances bureaucratiques

De plus, comme le suggère notre cadre analytique, en ce qui concerne le manque d'organisation, il existe de la résistance bureaucratique de la part des compagnies pétrolières nationales (NOC), ainsi que d'autres organes bureaucratiques ayant des intérêts dans le secteur énergétique (NDRC). Depuis la politique du *Zou Chuqu* (走出去) mise en place dans les années 1990, les NOC ont développé des intérêts axés sur le marché mondial de l'énergie plutôt que sur la protection et la maximisation des intérêts étatiques. De plus, étant donnée la fragmentation de l'autorité bureaucratique, les NOC ont acquis une plus grande influence dans le processus de prise de décision grâce à une importante capacité à négocier. Tout comme les municipalités, les NOC, même si elles sont parfois écartées du processus d'élaboration de politiques, ont un rôle important lorsque vient le temps de mettre en œuvre et de surveiller l'application des réglementations et des politiques énergétiques émanant du centre. Donc, les NOC, faisant partie de la nomenclature étatique chinoise, négocient avec Beijing et sont plus que de simples « récepteurs passifs » représentant les intérêts du Parti communiste. Les NOC interprètent et jouent sur les termes de l'application de la réglementation. En clair, le fait que l'autorité soit fragmentée diminue la capacité régulatrice de l'État central sur la bureaucratie et ouvre la voie à des processus de négociation informels. Par ailleurs, les politiques de contrôle sur les prix de l'énergie mettent d'énormes pressions sur le gouvernement central. Effectivement, les NOC n'ont aucun incitatif

pour vendre, en dessous du coût de production, leur pétrole à Beijing. En outre, le secteur industriel ainsi que la population ne sont pas incités à économiser l'énergie puisque les prix sont subventionnés<sup>3</sup>. Donc, comme le suppose l'approche de l'autoritarisme fragmenté, cette capacité à négocier fait que les NOC, de par leur importance vitale dans le secteur énergétique, se retrouvent directement impliquées dans le processus d'élaboration de politiques et exercent une influence considérable dans le processus de prise de décision.

### Quête énergétique de la Chine

En 1993, la Chine est passée importatrice nette d'hydrocarbures. En 2004, elle est devenue le troisième plus grand importateur de pétrole (après les États-Unis et le Japon) et le deuxième plus grand consommateur après les États-Unis avec 7,9 millions de barils par jour (Mb/j) en 2008. De 2000 à 2005, la consommation énergétique chinoise a augmenté de 60 %, représentant presque la moitié de l'augmentation de la consommation mondiale<sup>4</sup>. En 2008, elle a importé plus de 178,8 millions de tonnes de pétrole brut.

On estime que si sa croissance continue à ce rythme, la Chine consommera à elle seule 20 % de l'énergie mondiale d'ici 2030, dont 15,7 Mb/j de pétrole et 700 milliards de m<sup>3</sup> de gaz. Plus encore, selon une étude de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la dépendance de la Chine sur

les importations de pétrole devrait atteindre 82 % d'ici 2030 et la dépendance sur les importations de gaz naturel devrait atteindre 50 % d'ici 2020<sup>5</sup>. La probabilité que ce scénario se réalise est renforcée par la baisse tendancielle du taux de l'auto-suffisance énergétique de la Chine. Ce taux risque de baisser de 60 à 65 % en 2010<sup>6</sup>. À cela s'ajoute l'augmentation tendancielle du taux d'extraction énergétique qui épuise les réserves naturelles de la Chine. En fonction du taux actuel, on estime que la Chine disposerait d'un peu moins de 100 années de réserves (rentablement récupérables) de charbon, 32 de gaz naturel et 14 de pétrole<sup>7</sup>.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse de la demande énergétique chinoise : le taux de croissance économique ; l'industrialisation rapide basée principalement sur l'industrie lourde (métallurgie, aluminium, ciment, etc.) qui consomme à elle seule 80 % de l'énergie disponible ; l'urbanisation rapide ; et l'augmentation des exportations – totalisant 1,428 milliard de dollars en 2008, soit une augmentation de 17 % par rapport à 2007<sup>8</sup>. De 2001 à 2006, tandis que le PIB de la Chine augmentait de 10 %, la consommation énergétique augmenta de 11,4 %. De plus, avec la croissance économique est apparue une nouvelle classe moyenne aux besoins énergétiques grandissants (voitures, climatiseurs, électroménagers, etc.). L'Agence internationale de l'énergie estime que le nombre de véhicules de plaisance en Chine pourrait atteindre les

Perspectives énergétiques de la Chine

Catégorie	Actuelle (2007)		Projection (2030)	
	Quantité	Pourcentage mondial	Quantité	Pourcentage mondial
Consommation totale d'énergie, Quadrillions de BTUs	68,6	15,6	145,4	20,1
Production pétrole, mb/j	3,74	4,8	4,9	4,2
Consommation pétrole mb/j	7,85	9,3	15,7	13,4
Production gaz naturel, mm <sup>3</sup>	69,3	2,4	4,3*	2,6
Consommation gaz naturel, mm <sup>3</sup>	67,3	2,3	7,0*	4,3

Sources : BP, Statistical Review of World Energy, June 2008, p. 8-11; 24-29. Energy Information Administration, International Energy Outlook, 2007, Washington D.C.: U.S. Department of Energy, DOE/EIA-0484 (2007), p.83, 88-89, p. 191.

Légendes : BTU=Unité thermique britannique. Mb/j=Millions de barils par jour. Mm3=Milliards de mètres cubes. \*=Trillions de pieds cubiques.

230 millions d'ici 2030, représentant près d'un tiers de la croissance mondiale dans ce secteur<sup>9</sup>.

Face à ces chiffres, il apparaît clairement que la demande et la consommation énergétiques chinoises auront des conséquences globales non seulement en termes économiques, mais également environnementales et stratégiques. En fait, la Chine se classe déjà parmi les acteurs incontournables sur le marché mondial des hydrocarbures. Plus sa modernisation économique s'accroîtra, plus sa consommation augmentera, ce qui risque d'affecter le marché mondial de l'énergie (en particulier les prix mondiaux) ainsi que les dynamiques géoéconomiques et sécuritaires internationales.

### Stratégie énergétique chinoise : de *Shiyiwu* (十一五) à *Shierwu* (十二五)

La stratégie énergétique mise en place au début de la période des réformes (1978) fut caractérisée par l'autosuffisance énergétique, la planification d'une politique énergétique simple, l'utilisation de technologies obsolètes et inefficaces ainsi que par le peu de considération environnementale. En contrepartie, la période *Shiwu* (十五) s'est caractérisée par l'importance de la sécurité énergétique (avec notamment la création de réserves stratégiques), l'optimisation des infrastructures, la formation de *joint venture* et la réalisation de plus amples projets de coopération internationaux (*Zou Chuqu*) ainsi que par l'efficacité énergétique. La période *Shiyiwu*, qui se termine, fut essentiellement basée sur l'économie de l'énergie et sur la production ainsi que l'approvisionnement domestique pour soutenir la demande interne<sup>10</sup>. De plus, cette période s'est caractérisée par l'introduction de nouveaux mécanismes de contrôle basés de plus en plus sur le marché et par une continuation de la politique *Zou Chuqu*.

L'objectif principal de la stratégie énergétique actuelle de la Chine conforte sa stratégie économique qui vise la sauvegarde de l'intégrité structurelle de l'économie nationale, ainsi que la protection des intérêts et des capacités génératrices de l'État dans

un contexte de risques émanant de la structure du système économique mondial. La stratégie énergétique contient les quatre points suivants : la réforme du secteur énergétique pour maximiser la production domestique ; la diversification des « types » d'énergies pour diminuer la dépendance envers les combustibles fossiles ; la diversification des sources énergétiques pour diminuer la dépendance envers les régions de l'extérieur ; et la convergence entre la politique étrangère et la politique énergétique nationale<sup>11</sup>. Quelques-uns des points faisant partie de la stratégie énergétique recoupent les deux ensembles de mesures qui seront mises en application pour répondre à la présente crise financière : contrôler la demande énergétique interne, stimuler les investissements étrangers et stimuler l'embauche ; mettre l'accent sur des mesures permettant de répondre aux problèmes associés aux changements climatiques, ajuster et mettre à jour l'ensemble de l'infrastructure énergétique et faire la promotion des énergies renouvelables.

### Réforme du secteur énergétique

Le premier point de cette stratégie « actualisée », concerne directement le secteur énergétique chinois, soit les infrastructures et l'efficacité énergétique. L'accent est donc mis sur l'amélioration de l'efficacité énergétique en mettant à jour l'ensemble des infrastructures et en fermant les usines illégales (surtout dans le secteur du charbon) et celles utilisant des moyens de production obsolètes, polluants ou inefficaces<sup>12</sup>. Il faut moderniser l'équipement du secteur industriel, plus grand consommateur d'énergie, afin d'en améliorer l'efficacité énergétique. De plus, la stratégie vise à améliorer l'approvisionnement énergétique à l'intérieur du pays en mettant sur pied un système de production et de transport d'énergie reliant de multiples sources entre elles (en forme de toile d'araignée). Cette stratégie vise également à équilibrer l'écart énergétique entre les régions, notamment celles de l'Ouest, riches en énergie, et celles de la côte Est formant la plus grande partie de la demande énergétique.

Par ailleurs, cette stratégie vise à réduire la dépendance de la Chine envers le pétrole en améliorant l'efficacité de l'ensemble du secteur énergétique, en favorisant l'utilisation du charbon au lieu du pétrole, en faisant la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables et en optimisant les structures du secteur industriel. Cela dit, ceci requiert des investissements majeurs dans le développement des nouvelles technologies : recherche en matière d'efficacité énergétique, d'innovation et de coopération technologico-scientifique, d'où l'importance de stimuler les investissements directs étrangers.

### Diversification des types d'énergies

Le gouvernement tente de réduire la consommation interne de pétrole en mettant l'accent sur d'autres sources d'énergie : liquéfaction du charbon (CTL) ; développement d'infrastructures pouvant accueillir le gaz naturel liquéfié (GNL) ; production de CBM (*coal-bed methane*) et d'éthanol ; promouvoir la production d'hydroélectricité, d'énergie nucléaire, de biogaz et d'énergie solaire.

### Diversification des sources d'approvisionnement

La stratégie s'appuie également sur un système d'approvisionnement se basant sur de multiples sources et sur la coopération internationale, dans le but de sécuriser un approvisionnement à l'abri des fluctuations de prix : le problème, depuis les hausses dramatiques du baril de pétrole, n'est pas, dans l'optique chinoise, l'approvisionnement en tant que tel, mais bien le prix de ce dernier. Selon les plus récents documents de l'Institut de recherche sur l'énergie (ERI), sous la responsabilité du NDRC, et du Centre de recherche pour le développement du Conseil d'État, la stratégie énergétique chinoise se concentre sur : (1) la diversification des sources d'approvisionnement en augmentant les importations énergétiques provenant de la Russie, d'Asie centrale, d'Afrique et d'Amérique latine ; (2) la coopération énergétique bilatérale et régionale ;

et (3) la participation au traité sur la Charte de l'énergie<sup>13</sup>. À cet égard, l'approche de la Chine est une approche dite « stato-centrée », car elle se fonde principalement sur une « diplomatie du pipeline » avec les principaux producteurs et exportateurs d'hydrocarbures du monde<sup>14</sup>. Un autre aspect important de cette approche est le soutien qu'offre l'État chinois à ses firmes multinationales pour s'accaparer des contrats de forage, acheter des parts dans des compagnies à l'étranger et ainsi contrôler les flux énergétiques. En effet, les trois plus importantes compagnies pétrolières chinoises – China National Petroleum Corporation (CNPC) ; China Petroleum and Chemical Corporation (SINOPEC) ; China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) – ont toutes été encouragées par l'État à internationaliser leurs opérations. Ainsi, les grandes sociétés chinoises sont désormais d'importantes sources d'investissements dans les plus importants pétro-États du monde. Le gouvernement central et ses sociétés travaillent également à développer des projets d'oléoducs et de gazoducs pouvant transporter les hydrocarbures de la Russie et des pays centrasiatiques bordant la mer Caspienne à la province chinoise du Xinjiang. À cet égard, la pénétration agressive de la Chine dans la sphère de l'énergie et du commerce en Asie centrale vise à contourner les grandes lignes de navigation, comme celle du détroit de Malacca où transitent ses navires pétroliers en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. Parmi ces projets figurent : le China Gas Pipeline qui vise à relier le gaz turkmène vers la Chine ; l'extension de l'oléoduc Atasu-Alashankou qui relie le Kazakhstan jusqu'à la Chine ; la construction du East Siberia-Pacific Ocean Pipeline (ESPO) dont une branche (Skovorodino à Daqing) relira directement la Russie à la Chine ; et la construction d'un gazoduc pouvant pomper le gaz naturel de Kovykta en Sibérie orientale vers le nord-est (东北) de la Chine.

### Conception de la politique énergétique

Nous observons un changement de la conception de la sécurité énergétique en Chine : cela ne voulant plus simplement signifier une sécurité au niveau

des sources et des structures d'approvisionnements énergétiques. Outre l'accès à de l'énergie abordable provenant de sources fiables et diversifiées, ce concept comprend maintenant la gestion de la demande nationale, l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que la promotion de nouvelles technologies et d'énergies alternatives (comme l'ouverture de 16 centres nationaux de recherche et développement énergétique). On passe ainsi d'une période de quantité à une période de qualité énergétique. Ce nouveau concept de sécurité traite l'énergie, l'environnement et les intérêts économiques comme un tout organique: on parle maintenant d'interdépendance sécuritaire entre ces différents secteurs. Compte tenu des implications que l'augmentation de la demande énergétique chinoise aura en matière d'émissions de gaz à effet de serre et d'autres pollutions liées à la consommation énergétique, un des enjeux majeurs de la nouvelle stratégie énergétique chinoise portera nécessairement sur les énergies renouvelables. D'ailleurs, l'État chinois prévoit d'investir plus de 4,5 trillions de RMB dans le développement de nouvelles industries énergétiques<sup>15</sup>.

## Conclusion

Nous avons présenté ici la « dernière version » de la stratégie énergétique de la Chine dans le prisme du processus décisionnel du secteur énergétique chinois. Nous pouvons déduire qu'en raison de la nature éminemment fragmentée de son secteur énergétique, la Chine, malgré les mesures mises en place actuellement (NEB), peine encore à appliquer une politique cohérente pouvant répondre de manière efficace aux enjeux vitaux associés à l'énergie et englober la totalité des intérêts des différentes parties prenantes. À cet égard, nous avons vu que, par la restructuration de son secteur énergétique (NEC), l'État chinois vise justement à pallier ce problème.

La stratégie énergétique présentée dans cet article trace donc les contours de la prochaine stratégie qui sera formulée lors de la période *Shierwu* (2010-2015). Malgré le fait qu'il ne soit

pas possible, pour l'instant, de discuter de la substance de cette stratégie, il nous est permis d'entrevoir, avec les tendances décelées lors de la description de la stratégie actuelle, quelles en seront les lignes directrices.

1. LIEBERTHAL, Kenneth and OKSENBERG, Michel, *Policy making in China: leaders, structures and processes*, Princeton University Press, 1988. p. 25.
2. Sina News Online (新闻中心), « 国家能源委成立在即 [Establishment of the National Energy Commission] », <http://news.sina.com.cn/c/2009-12-12/155519246821.shtml>
3. FANG, Zhao, « 中国能源政策: 演进、评析与选择 » [China's energy policy: Evolution, Evaluation and selection]. 宏观视野 [Modern Economic Research], n° 12, 2008. p.3 1.
4. ZHAO, Suisheng, « China's Global Search for Energy Security: cooperation and competition in Asia-Pacific », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n° 55, mai 2008, p. 209.
5. CHENG, Joseph Y.S, « A Chinese View of China's Energy Security », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n° 55, mai 2008, p. 301.
6. HE, Qiong, 中国能源安全问题探讨及对策研究 [Discussion and Strategy about the Energy Security of China], 中国安全科学学报 [China Safety Science Journal], Vol.19, n°6, juin 2009, p.54.
7. LIU, Shutan, 国际能源新形势下的: 中国能源安全战略研究 [The International Energy under a new situation: Research on China's energy security strategy], 黑龙江对外经贸 [HJ Foreign Economic Relations and Trade], n° 10, 2009, p. 18.
8. Xinhua News agency Online (新华网). « 国家能源局直面当前能源四大热点 » [National Energy Bureau to face energy's current four hot topics], [http://news.xinhuanet.com/fortune/2009-06/01/content\\_11469040.htm](http://news.xinhuanet.com/fortune/2009-06/01/content_11469040.htm)
9. HERBERG, Mikal, « Fuelling the Dragon: China's Energy Prospects and International Implications », in Andreas Wenger, Robert Ortung Et Jeronim Perovic (dir.), *Energy and the Transformation of International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 273.
10. SHI, Dan, « China's Energy Policy and its Development », in Antonio Marquina (dir.), *Energy Security. Visions from Asia and Europe*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2008, p. 143.
11. GUO, Sujian et BLANCHARD, Jean-Marc (dir.), *Harmonious World and China's New Foreign Policy*, Lexington Books, Lanham, 2008, p.174.
12. China National Petroleum News Center Online, « 发展清洁能源 推进绿色经济增长 » [The development of Clean energy sources to promote green economic growth], <http://news.cnpc.com.cn/system/2009/11/23/001265652.shtml>
13. XU, Yi-Chong, « China's energy security », in Michael Wesley (dir.), *Energy Security in Asia*, p. 43-67. New York, Routledge, 2007. Voir aussi Energy Charter Secretariat, *The Energy Charter Treaty and Related Documents: A Legal Framework for International Energy Cooperation*, Bruxelles, 2004.
14. ZHAO, Suisheng, « China's Global Search for Energy Security: cooperation and competition in Asia-Pacific », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n° 55, mai 2008, p. 207.
15. World Energy Financial Network (WEFN), « 中国能源安全的新格局外交策略一览 » [A New pattern for China's energy security, a glance at foreign policy], [http://www.wefweb.com/news/2009116/0810208554\\_0.shtml](http://www.wefweb.com/news/2009116/0810208554_0.shtml)